



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

NON AU PROJET DE LOI «EL KHOMRI» NON À LA DESTRUCTION DES DROITS DES TRAVAILLEURS POUR FAIRE ÉCHEC À CE GOUVERNEMENT IL FAUT UNE MOBILISATION GÉNÉRALE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 25 FÉVRIER 2016

Le patronat et la droite en rêvaient, le gouvernement Valls-Hollande propose de passer à l'acte.

Après la déchéance de la nationalité empruntée au programme du Front national et la constitutionnalisation de l'état d'urgence, voilà le nouveau chantier du gouvernement.

Avec l'avant projet de loi El Khomri, la ministre du travail, il s'agit d'entamer la réécriture complète du Code du travail, en faisant table rase de plus d'un siècle de droits des salariés, conquis souvent de haute lutte.

Valls et son retour au XIX^{ème} siècle, c'est non !

Avec ce projet directement inspiré du programme du MEDEF et de la droite, tout y passe.

C'est le dynamitage des 35 heures, avec la possibilité pour les entreprises de faire travailler jusqu'à 12 heures par jour, 48 heures par semaine ou jusqu'à 46 heures sur 16 semaines consécutives ; la baisse de la rémunération des heures supplémentaires en abaissant à 10% la majoration légale, tout en diminuant leur nombre par la possibilité de calculer le temps de travail sur 3 ans ; le recours aux « accords de compétitivité » autorisant l'augmentation du temps de travail sans augmenter le salaire, même en l'absence de « difficultés économiques », avec à la clef le licenciement « pour cause réelle et sérieuse » des salariés qui s'y opposeront ;

C'est encore l'élargissement des critères autorisant les licenciements économiques et la possibilité ouverte aux multinationales de procéder à des licenciements en France, même si leurs filiales étrangères sont prospères ; le plafonnement des indemnités prud'homales pour licenciement illégal à l'équivalent de 15 mois de salaire ; le feu vert aux référendums d'entreprise pour valider les « accords d'entreprise, afin de contourner les syndicats qui les combattent.

Pas d'autre choix que d'organiser la résistance

Face à cette attaque d'une violence inouïe, il est urgent que l'ensemble du monde du travail, notamment les syndicats, annoncent un plan de mobilisation qui soit à la hauteur : jusqu'au retrait total de ce projet.

Assez de molles protestations et plus de journées d'action sans lendemain. Valls l'a répété : « *J'irai jusqu'au bout* ». Ce qui est donc à l'ordre du jour, c'est la préparation d'une véritable épreuve de force contre ce gouvernement, dans la rue, par la grève, avec la perspective d'un blocage de l'économie.

Il y a tout juste dix ans, les étudiants et les lycéens faisaient ravalier à De Villepin son « Contrat Première Embauche », alors que la loi avait déjà été votée au Parlement.

La preuve que lorsque le mouvement est déterminé et que les grèves deviennent visibles, car en même temps et partout dans le pays, les gouvernements aussi têtus et forts soient-ils sont obligés de reculer !



Rassembler les luttes de tous ceux et celles qui résistent

L'état d'urgence pour empêcher des militants de manifester, des juges qui condamnent des salariés qui défendent leur emploi à de la prison ferme comme ceux de Goodyear, des agriculteurs menacés d'expulsion car ils empêchent les multinationales du BTP de faire des profits comme à Notre-Dame-des-Landes, des militants qui aident les migrants traduits en justice... et maintenant, le retour aux conditions de travail des siècles passés.

La boucle est bouclée... à moins que justement, ce soit enfin l'occasion de dire « STOP », tous ensemble.

Parce que nous sommes nombreux à penser que le moment est venu de descendre dans la rue, tous ensemble et de démarrer enfin ce qu'il faut pour arrêter ce carnage social : un grand mouvement social, comme en 1936 ou en 1968.

CARLOS GHOSN VEUT

UN NOUVEL ACCORD DE COMPÉTITIVITÉ

Alors que ses profits ont augmenté de 48% en 2015, que les salaires restent bloqués, que les mesures en cours d'application ont déjà entraîné 5 000 suppressions de postes depuis 2013 et visent encore plus de 8 000 suppressions d'emplois d'ici à 2017, Ghosn veut recommencer pour la période 2017-2019 !

En dix ans, les effectifs de Renault en France ont chuté de 28 000 postes de travail, à comparer à l'annonce, il y a une semaine, du recrutement de 1 000 salariés en CDI, alors que l'intérim explose.

Devant la Commission des finances de l'Assemblée Nationale, Carlos Ghosn a annoncé avoir déjà pris contact personnellement avec l'ensemble des leaders syndicaux en leur disant: « *Nous avons la ferme intention de recommencer. Ce que nous voulons, ce sont des engagements de part et d'autre qui nous garantissent une paix sociale dans laquelle tout le monde travaille dans la même direction* ». Rien que ça ! Et bien, on aimerait en savoir davantage sur ces négociations « secrètes » que Ghosn déclare avoir déjà commencées.

SYRIE :

DES NÉGOCIATIONS EN TROMPE L'ŒIL

Dès le début de la révolution syrienne en 2011, les puissances occidentales s'inquiètent d'une déstabilisation croissante au Moyen Orient, néfaste à leurs intérêts. Elles cherchent les moyens d'un compromis entre le dictateur Assad et une partie de l'opposition. Tout en laissant Assad écraser dans le sang une révolution populaire confrontée à d'autres adversaires tout aussi déterminés: Daesh, al Nosra...

Aujourd'hui les puissances occidentales désignent Daesh comme ennemi principal. Elles prétendent œuvrer à l'arrêt des combats. Mais en marge des pseudo-négociations de Genève, Assad et la Russie écrasent Alep sous un tapis de bombes, hôpitaux compris. Des colonnes de nouveaux réfugiés sont bloquées à la frontière turque. Une Turquie plus occupée à bombarder les kurdes qu'à combattre Daesh. Les sales guerres des puissances extérieures ne font qu'augmenter le chaos. La preuve par l'Afghanistan, le Pakistan ou la Libye. Autant de raisons de dire non à leur prétention de gendarmes le monde.

CONTRE LES 35 HEURES, DÈS 2015

LE FRONT NATIONAL PRENAIT DE L'AVANCE

Avec le projet de loi El Khomri, le gouvernement veut entre autres en finir avec les 35 heures. Le patronat est aux anges. Le Front National devrait l'être aussi. Dès février 2015, Julien Sanchez, maire Front National de Beaucaire (Gard), faisait voter par son conseil municipal le passage de la semaine de travail des employés de la mairie à 36h36mn36s. Au lieu des 9,5 jours d'ARTT auxquels ils pouvaient prétendre en compensation, ils n'en obtenaient plus

que 7,5. Résultat : deux jours de travail obligatoires non payés.

Le projet présidentiel de Marine Le Pen en 2012 - consultable sur le site du FN - promettait que « *les lois sur le temps de travail hebdomadaire de 35 heures ne seront pas revues* ».

Cela n'a pas empêché Julien Sanchez, maire FN de Beaucaire, de changer la loi dans sa commune. Les promesses ne valent que pour ceux qui veulent y croire. La preuve, une fois de plus, que mettre ses espoirs dans le FN est une grave illusion.

NOTRE-DAME-DES-LANDES :

L'ARNAQUE DU RÉFÉRENDUM

Alors que Hollande a annoncé un référendum local sur le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, Valls a précisé : « *pas pour abandonner le projet, mais pour le légitimer et pouvoir évacuer la ZAD* » et bien sûr expulser paysans et zadistes... en toute légitimité.

Alors même que les recours juridiques nationaux et européens ne sont pas épuisés et que de nouvelles études sont menées à propos de l'intérêt de l'actuel aéroport de Nantes-Atlantique; alors même que la décision de bétonner la ZAD est en contradiction avec les objectifs d'action contre le dérèglement climatique; alors que la déclaration d'utilité publique est émise par l'état et ne peut donc être remise en cause par un vote local, ce référendum apparait pour ce qu'il est. Un enfumage qui ne vise qu'à diviser la population pour répondre aux demandes pressantes de certains élus et de Vinci, le bétonneur concessionnaire du projet.

Pour l'heure, le temps est à l'amplification de la résistance. À l'occasion de la manifestation nationale du samedi 27 février, il s'agit d'imposer, par une gigantesque démonstration de force, l'abandon définitif du projet.

EN FRANCE, L'ESPÉRANCE DE VIE BAISSÉ !

Pour la première fois depuis 1969, l'Insee a constaté une baisse de l'espérance de vie en France. D'après les experts, elle serait due à l'épidémie de grippe et à la chaleur. Mais il n'est pas besoin d'être un grand expert pour comprendre qu'avec la précarité croissante, les cadences en hausse, la baisse du remboursement des dépenses de santé, l'explosion de l'utilisation des pesticides et autres substances cancérigènes, il est assez naturel que l'espérance de vie en bonne santé diminue dans les pays développés. La France est en outre passée du 2^{ème} rang en 1995 au 14^{ème} aujourd'hui. C'est pourtant sous le prétexte de l'allongement de la durée de vie que des réformes successives ont augmenté les durées de cotisation et repoussé l'âge de départ en retraite.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique